

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 20 septembre 2024

Je voulais démontrer aux lecteurs de ce blog que je suis aussi capable de suivre l'actualité politique française comme n'importe quel dirigeant du mouvement ouvrier, ce que je ne prétendrais jamais être du reste, c'était juste pour dire.

A vous de juger si mes analyses sont correctes ou laissent à désirer. En s'en tenant aux faits, c'est aussi facile que pour analyser la situation dans n'importe quel pays ou se prononcer sur n'importe quel sujet, du moment qu'on dispose des données suffisantes et des sources fiables, le matérialisme dialectique fait le reste mieux que l'I.A. ou si vous préférez, c'est mon I.A. et elle, elle est fiable et bien intentionné !

Quand le pouvoir se fait mafieux, népotiste, corrompu...

- Au Japon, révélations embarrassantes sur les relations entre Shinzo Abe et la secte Moon - Courrier International 17 septembre 2024

- McKinsey : « *Cash Investigation* » pointe le « *Chicxulub* » autour de Macron en 2017, de quoi s'agit-il ?- Le HuffPost 17 septembre 2024 à

- « *Les Ogres* » : la gauche accuse Aurore Bergé d'avoir protégé les lobbys des crèches privées - Le HuffPost 17 septembre 2024

Mystification, supercherie et instrumentalisation grotesque du climat.

Marguerite, arrête de roter et soit "révolutionnaire"!

J-C – Je crois me souvenir que Marguerite était le nom que Fernandel avait donné à sa vache dans le film *La vache et le prisonnier*, c'était aussi le prénom de feu ma grand-mère paternelle qui ne rotait pas, mais n'arrêtait pas de péter, qui pour cette raison serait visée par ces scélérats !

Normandie : « Une vraie révolution... » Comment des chercheurs tentent de façonner des vaches moins polluantes - 20minutes.fr/AFP 17 septembre 2024

Une vache plus petite, nourrie principalement à l'herbe, et surtout moins polluante, qui rejettent moins de méthane que leurs congénères... Car, rappelons-le, les bovins sont les plus gros contributeurs à l'empreinte carbone de l'élevage, lui-même à l'origine de 12 % des émissions de gaz à effet de serre attribuées à l'activité humaine, selon l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture FAO. Or, ces émissions risquent de s'accroître avec l'augmentation de la population mondiale et de la demande de viande et de lait.

Tout est évalué, y compris les rots chargés de méthane, au pouvoir très réchauffant. Les chercheurs sont en effet parvenus à identifier les caractéristiques génétiques des bovins qui rejettent moins de méthane que leurs congénères. L'idée ? Ce potentiel étant inscrit dans leurs gènes, il peut être transmis à leur descendance. 20minutes.fr/AFP 17 septembre 2024

J-C – Pourvu que ces « *chercheurs* » n'en aient pas !

L'UE des GAFAM.

Concurrence : Google voit son amende de 1,5 milliard d'euros annulée par la justice de l'Union Européenne - 20minutes.fr/AFP 18 septembre 2024

Pari gagnant pour Google, qui a vu la justice européenne annuler, mercredi 18 septembre 2024, l'amende de 1,5 milliard d'euros qui lui avait été infligée par Bruxelles, en 2019, pour « *abus de position dominante dans la publicité en ligne* ».

Le Tribunal de l'UE, qui se prononce en première instance, annonce qu'il « *annule la décision de la Commission dans son intégralité* », estimant que l'exécutif européen a « *commis des erreurs* » dans son appréciation. La Commission européenne aura toutefois la possibilité de faire appel de cette décision. 20minutes.fr/AFP 18 septembre 2024

Totalitarisme des GAFAM. Censure des réseaux dits sociaux au nom de la liberté d'expression.

Meta bannit les médias d'État russes sur ses plateformes pour contrer les ingérences étrangères - Publicsenat.fr 17 septembre 2024

Les médias publics russes ne peuvent plus accéder aux plateformes du groupe Meta. « *Rossia Segodnia, Russia Today et d'autres entités apparentées sont désormais bannies de nos applications en raison de leurs activités d'ingérence étrangère* », affirme la société gérée par Mark Zuckerberg.

L'interdiction de Meta intervient quelques jours après que le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a dénoncé les activités de déstabilisation du groupe russe Rossia Segodnia, auquel appartient RT.

Quatre jours après l'invasion en Ukraine, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, avait interdit sa diffusion dans l'Union européenne avec Sputnik, une agence de presse financée par la Russie. Le Kremlin avait lui exclu Facebook et Instagram en 2022 après une décision du tribunal qualifiant Meta d'extrémiste. Plus récemment, en juin, il a bloqué 81 médias européens. Publicsenat.fr 17 septembre 2024

Les Etats n'ont pas d'amis, que des intérêts ou quand von der Leyen se prend pour le führer de l'Allemagne!

Fustigeant une «gouvernance douteuse», Thierry Breton claque la porte de la Commission von der Leyen - RT 16 sept. 2024,

C'est dans une lettre publiée ce 16 septembre sur les réseaux sociaux que le désormais ancien Commissaire européen au Marché intérieur Thierry Breton a annoncé avec fracas son départ de la Commission européenne. Une démission avec «*effet immédiat*» qui fait suite à de vifs désaccords avec la présidente allemande de la Commission, Ursula von der Leyen.

J-C - Cela ne nous dit pas pourquoi ! Alors allons voir quelle était l'origine de la polémique qui avait éclaté mi-avril suite à l'attribution d'un poste clé à l'eurodéputé allemand Markus Pieper, un proche de Ursula von der Leyen et également issu de l'Union chrétienne-démocrate (CDU).

Publicsenat.fr - Ce psychodrame au cœur du pouvoir européen, n'arrive pas à n'importe quel moment, c'est le programme des cinq prochaines années qui se joue. En témoigne la contribution récente de l'ancien président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi. « Il y a beaucoup de cohérence entre ce qu'avait poussé Thierry Breton pour investir dans la défense et le rapport de Mario Draghi, qui comprend notamment un appel à un emprunt en commun pour investir dans l'industrie européenne, dont la défense. Le rapport Draghi apportait pas mal de crédit à la ligne Breton », rappelle la chercheuse Elvire Fabry. L'éviction de Thierry Breton « *ne préjuge pas de la suite, mais ce n'est pas très positif. Du côté allemand, l'opposition à un nouvel emprunt commun reste très forte* », ajoute-t-elle. Publicsenat.fr 16 septembre 2024

J-C - On a compris que les Allemands voulaient bien tirer profit de l'industrie européenne, à condition de ne pas en partager le coût ou le faire porter aux autres Etats de l'UE.

Quand Barnier relayé au rang de pousse-mégot a « les boules » !

closermag.fr - Comme l'a indiqué *Le Parisien* ce lundi 16 septembre, le nouveau Premier ministre n'aurait rien pu dire concernant la nomination de Stéphane Séjourné.

Le journal indique que Macron ne s'est entretenu avec personne. "*Manière de rappeler que sur les dossiers européens, le chef de l'État entend bien garder la main*", peut-on lire. De quoi faire réagir Michel Barnier puisque, fraîchement nommé Premier ministre, il n'aurait pas eu son mot à dire. "*Le message, c'est : 'Ça, ça ne vous regarde pas. C'est un choix souverain du président'*", rapporte un proche du gouvernement qui précise que, à Matignon, l'ambiance était tendue : "*Ils avaient les boules que ce soit Séjourné*". closermag.fr 17 septembre 2024

Quel bonheur de vivre dans un monde aussi injuste et cruel !

Le capitalisme, c'est la pauvreté et la précarité partagées par le plus grand nombre.

3,8 milliards de personnes vivent sans couverture sociale - Le Point.fr 18 septembre 2024

Selon un rapport de l'Organisation internationale du travail, plus de la moitié de la population mondiale (52,4 %) percevait en 2023 au moins une prestation de protection sociale, contre seulement 42,8 % en 2015. Cela signifie a contrario que 3,8 milliards de personnes ne bénéficient toujours pas d'une forme de couverture sociale.

Des évolutions divergentes sont observées selon les niveaux de richesse. Alors que les pays à revenu élevé se rapprochent d'une couverture sociale universelle (85,9 %) et que les pays à revenu intermédiaire supérieur (71,2 %) ainsi que les pays à revenu intermédiaire inférieur (32,4 %) enregistrent des progrès notables, les taux de couverture dans les pays à faible revenu restent très bas (9,7 %) et stagnent.

En moyenne, les pays consacrent 12,9 % de leur PIB à la protection sociale (hors dépenses de santé). Ce pourcentage atteint 16,2 % dans les pays à revenu élevé, mais il n'est que de 0,8 % pour les pays à faible revenu. (0% en Inde - J-C)

Dans le détail, 28,2 % des enfants âgés de 0 à 15 ans bénéficiaient en 2023 d'allocations famille ou enfants, contre 22,1 % en 2015. Cette proportion monte à 80,5 % dans les pays à revenu élevé mais tombe à 8,7 % dans les pays à faible revenu. (0% en Inde - J-C) Plus d'un tiers (36,4 %) des femmes ayant des nouveau-nés dans le monde perçoivent désormais des prestations de maternité en espèces, contre 29,6 % en 2015 (69 % dans les pays à revenu élevé, 2,6 % dans les pays à faible revenu). (0% en Inde - J-C)

Par ailleurs, 37,4 % des salariés bénéficient d'une protection contre les accidents du travail (85,1 % dans les pays à revenu élevé, 9,3 % dans les pays à faible revenu), tandis que 38,9 % des personnes avec un handicap lourd perçoivent une prestation d'invalidité (85,6 % dans les pays à revenu élevé, 3,3 % dans les pays à faible revenu). (0% en Inde - J-C) Au total, 146 millions de personnes en situation de handicap lourd ne bénéficient d'aucune couverture sociale. (En réalité énormément plus. J-C)

Enfin, 16,7 % des personnes au chômage dans le monde reçoivent des prestations de chômage en espèces (0,2 % dans les pays à faible revenu), alors que 79,6 % des gens ayant atteint l'âge de la retraite touchent une pension, contre 74,1 % en 2015. Cette proportion est de 96,8 % dans les pays à revenu élevé mais n'est que de 12,9 % dans les pays à faible revenu. (0% en Inde - J-C) Ainsi, ce sont plus de 165 millions de personnes ayant atteint l'âge légal de la retraite qui ne perçoivent aucune pension. (En réalité énormément plus. J-C)

J-C – Et ce qui n'est jamais abordé ici, c'est que ceux qui s'en sortent tant bien que mal ou mieux que les autres, je ne parle pas des capitalistes, c'est au prix de lourds sacrifices et humiliations, frustrations qu'ils partagent avec les pauvres, qui à l'arrivée peut les faire basculer dans le camp du socialisme, espérons-le !

Terminées les illusions prometteuses dans le télétravail.

C'était juste une lubie d'idéologues ou un moment d'égarement d'acteurs économiques distraient ou coupés de la réalité.

Amazon veut mettre fin au télétravail et exige un retour à temps plein au bureau de ses employés - franceinfo/AFP 17/09/2024

A partir du 2 janvier, les employés des services administratifs du géant américain ne pourront plus télétravailler.

Le patron du conglomérat américain Amazon a prévenu lundi 16 septembre les employés de ses services administratifs qu'ils devraient retourner à plein temps au bureau, comme avant la pandémie de Covid-19. A partir du 2 janvier, ils ne pourront plus télétravailler. La pandémie avait ouvert la porte au travail à domicile, mais Amazon rencontrait des difficultés à faire reprendre à ses salariés le chemin du bureau à temps plein, une fois la situation sanitaire redevenue normale.

Le géant américain avait déjà exigé en février 2023 une présence trois jours par semaine. *"En observant ces cinq dernières années, nous continuons de penser que les avantages d'être tous ensemble au bureau sont importants"*, a expliqué dans un message interne Andy Jassy, le PDG du groupe.

"Nous constatons qu'il est plus aisé pour nos employés d'apprendre, de concevoir, de se former et de renforcer notre culture ; collaborer, échanger et inventer sont plus simples et plus efficaces ; enseigner et apprendre les uns des autres est plus facile ; et les équipes ont tendance à être mieux connectées les unes aux autres", a-t-il justifié. franceinfo/AFP 17/09/2024

Mon commentaire publié dans le blog Le Grand Soir.

Au passage, je remercie encore les administrateurs de ce blog réellement démocratique, c'est si rare, de laisser les lecteurs s'exprimer librement, un peu trop longuement parfois, je m'en excuse, mais comment faire autrement, on n'est pas sur X ici, c'est plus sérieux !

- Réponse à @Julie ou plutôt aux lecteurs du GS.

- *Que pourrait être une science non déterministe ?*

Une non-science, même la physique quantique en convient : « *Dieu ne joue pas aux dés* » (Albert Einstein), désolé. Voilà qui devrait plaire à @François Jacques, moins à Julie, elle doit être mauvaise joueuse ! On se marre bien tout de même.

Julie, j'entends bien, je serais une sorte de fossile *"perdu vivant (...) dans quelque forêt dense de l'Inde mystérieuse"* au XIXe siècle, en compagnie d'un infortuné penseur (Marx) qui se serait efforcé *"de développer une science encore balbutiante"*, et qui aurait échoué en se réfugiant dans le déterminisme, théorie chère aux libertariens et aux nihilistes en général connus pour être des antisocialistes forcenés, qui ont entre autres entrepris au nom du *"libre arbitre"*, le leur exclusivement, et non du doute cher à tous les chercheurs ou scientifiques, il faut préciser, de discréditer tous les philosophes, penseurs et scientifiques du passé qui avaient entrepris de donner une base scientifique à leurs travaux en adoptant le déterminisme, notons au passage que ce rapport de cause à effet correspond à la notion de karma dans l'hindouisme.

Je n'avais jamais réfléchi à cette question sous cet angle, car je considérais que la chose était entendue, force est de constater que ce n'est pas le cas de tout le monde au GS. Ce qui est intéressant, c'est que dans la page que consacre *Wikipédia* au déterminisme, ne figure aucune référence à Marx ou au marxisme, qui recourt au mode de penser matérialiste dialectique par nature déterministe puisqu'il repose essentiellement sur les faits, si je ne dis pas de bêtise.

Je conseille aux lecteurs de lire attentivement cette page qui pour une fois n'est pas trop mal faite, rassurez-vous, il n'y a rien de compromettant là-dedans, mieux, vous serez en compagnie d'illustres penseurs (Freud, Darwin, Durkheim, Einstein, etc.), et vous vous apercevrez qu'en remettant en cause le déterminisme, ses détracteurs s'en prennent non seulement aux connaissances acquises tout au long du développement des sciences au cours des derniers siècles, mais à l'existence de ces sciences elles-mêmes. Vous noterez au cours de cette lecture, que certains philosophes (Leibniz, par exemple) y feront des emprunts, et ils s'en écarteront au profit de la contingence, quand ils ne trouveront pas de réponses satisfaisantes aux questions qu'ils se posaient, ce qui par ailleurs ne remettait pas en cause le déterminisme. Vous remarquerez également que le déterminisme n'exclut pas le doute, puisque personne n'est censé connaître les réponses aux questions qu'il ne s'est pas encore posé, cela peut paraître idiot, mais ce n'est pas moi qui ai abordé ce sujet de cette manière-là.

Il faut bien comprendre que lorsqu'on prétend que l'origine d'un phénomène est hors de portée de la connaissance humaine, cela signifie qu'on serait condamné à le subir indéfiniment, puisque ce postulat implique que toute tentative de s'attaquer à ses conséquences seront inutiles ou vaines, vous retrouvez là le prétexte avancé ou le procédé employé par ceux qui rejettent le marxisme et le socialisme. Ici on fait de la politique, n'est-ce pas?

Cet état d'esprit est scientifique, car développer un état d'esprit scientifique implique de s'atteler au rapport de cause à effet ou de rechercher l'origine d'un phénomène ou d'un événement pour en déterminer la nature et toutes ses implications présentes et à venir, déterminer en quoi et pourquoi il est différent des autres, pour pouvoir le caractériser, le classer, l'étudier ou l'analyser sérieusement et en tirer des conclusions théoriques et pratiques, etc. qui somme toutes pourront évoluer dans le temps en fonction du développement économique, de la société, des connaissances en général, car la recherche doit être multidisciplinaire, à l'image de l'ensemble de la société ou du monde...

On n'a pas le temps de développer ici, le rapport entre la nécessité et le déterminisme expliquerait pourquoi les hommes sont conduits à élever toujours plus haut leur niveau de conscience, pas à partir de rien ou zéro, mais une condition sociale déterminée...

@Assimbonanga

Vous n'avez pas lu attentivement mon commentaire, Julie non plus. Vous confondez tout.

- *On les voit aux JT de la télévision.*

Où dites-vous ? Connait pas !

@Assimbonanga

- *un seul camion-benne, la pelleteuse*

Arrêtez, vous allez nous faire pleurer, ils trouveront du travail ailleurs, ils feront autres choses, comme toujours depuis le début de l'industrialisation ou le développement des forces productives, sinon ils seront sacrifiés, c'est cela le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, le capitalisme.

Cela ne vous rappelle-t-il l'histoire de la TV qui annonçait la mort du cinéma ? Plus tard les K7 vidéo ? Des exemples comme celui-là, il y en a à la pelle, encore une fois, désolé.

Réponse à D.Vanhove

— *Vous vous demandez qui consommera les produits fabriqués par la robotisation qui se généralise au détriment des travailleurs qui auront été licenciés... ben, 'fastoche' comme vous dites : vous, moi et tous les autres pardi, en fin de compte le système trouvera le moyen de donner aux individus un revenu de remplacement (il le fait déjà dans certains pays et sous certaines formes), sachant qu'il faut que la consommation continue pour remplir les poches de la caste de la hte finance...*

Je ne me demande rien du tout, gardez cela pour vous, s'il vous plaît.

Moi "*et tous les autres*", vous voulez sans doute parler des centaines de millions de travailleurs déjà réduits à la pauvreté et à la précarité absolue dont je partage le quotidien, et ben oui, comme quoi on arrive toujours à survivre, étonnant, n'est-ce pas, et vos robots ou l'I.A. n'y changeront rien. Quoi qu'il en soit, on vous remercie pour votre généreuse attention, je crois que le "*revenu de remplacement*" -misérable cela va de soi, a été évoqué par le Forum économique mondial jamais avare de bonnes intentions à l'égard des travailleurs, visiblement nous ne vivons pas dans le même monde.

Quant au mépris dont vous m'affublez, c'est du domaine de l'inversion accusatoire, assumez-vous que diable, merci.

J'ajoute une précision pour mes lecteurs.

Dès que vous exprimez un désaccord avec certaines personnes, elles vous accusent aussitôt de leur manquer de respect, pour vous faire passer pour un malotru et vous faire taire, à défaut de vous traiter de « *complotiste* » ou je ne sais quoi.

La manière, dont sont perçues nos idées ou la réaction qu'elles entraînent de la part de nos interlocuteurs, témoigne de leurs niveaux de conscience dont nous ne sommes pas comptables. Par conséquent, nous n'avons pas à nous excuser s'ils les interprètent de travers ou croient qu'on les jugerait ou qu'on les mépriserait, ce qui n'est évidemment jamais le cas.

La plupart d'entre eux quand ils s'expriment, n'ont pas conscience qu'il existe des contradictions entre les idées ou les positions qu'ils défendent et les intentions qu'ils affichent. Du coup, quand je les mets en lumière, certains le prennent très mal et s'emportent, et comme ils n'ont pas d'arguments sérieux à m'opposer, ils vont s'employer à dénigrer mes idées ou à les déformer pour mieux pouvoir les critiquer et prouver que les leurs sont meilleures, procédé éculé, minable et ridicule, car au final il se retournera contre eux.

Ils ne peuvent que s'enfoncer dans le déni ou le délire. Quand ils m'agressent ou sont d'une mauvaise foi particulièrement odieuse, je ne les insulte pas, au contraire je les encourage à persévérer, à se découvrir davantage, cela fonctionne d'autant mieux qu'ils ont généralement une haute estime d'eux-mêmes, après je n'ai plus qu'à les citer pour que chacun comprenne à qui ils ont affaire.

Par-dessus tout, cela les indispose au plus haut point qu'on se permette de caractériser leurs idées ou positions.

Personnellement j'estime cela normal ou légitime, tant qu'on ne s'écarte pas des faits contenus dans leurs discours et la manière dont ils les présentent, car c'est révélateur de leur niveau de conscience, de leurs réelles intentions, que les autres lecteurs ont le droit de connaître, puisque cela les aidera à mieux comprendre comment ils sont parvenus à certaines conclusions et à en discerner les objectifs, l'idéologie, qu'ils seront ensuite libres de partager ou non.

Cela me semble être la moindre des choses, que je mets en permanence en pratique pour qu'à aucun moment mes lecteurs aient l'impression détestable que je les manipulerais. La transition avec l'article suivant est toute trouvée : Que Dieu m'en garde !

De quoi craignent-ils de "perdre le contrôle", pardi, de la lutte des classes !

J-C – Ils tiennent absolument à formater toutes nos idées et tous nos comportements, c'est une obsession chez des despotes. Voyez comment ils le justifient.

L'intelligence artificielle pour garantir que «les citoyens se comportent au mieux» ? - RT 17 sept. 2024

Le milliardaire américain Larry Ellison a déclaré que son nouveau système de surveillance, renforcé par intelligence artificielle (IA), permettra de s'assurer que «les citoyens se comportent au mieux». Ce système de suivi comprendra des caméras de vidéosurveillance dans les rues, des caméras portées par les policiers, des caméras de sonnette et même des caméras sur les voitures.

«Chaque policier sera surveillé en permanence et, en cas de problème, l'IA le signalera et le transmettra à la personne appropriée. Les citoyens se comporteront au mieux parce que nous enregistrons et signalons en permanence tout ce qui se passe», a déclaré Larry Ellison.

Selon le classement du magazine Forbes, Larry Ellison est la deuxième personne la plus riche du monde et sa société Oracle recherche activement des opportunités de développement dans le secteur de l'IA.

L'intelligence artificielle est de plus en plus présente dans la vie des gens du monde entier et atteint le travail des agences gouvernementales. Selon une étude menée par l'entreprise informatique américaine IBM en 2024, 77% des entreprises ont déjà mis en œuvre l'IA ou disposent d'un plan de mise en œuvre, et selon Intelligent, un étudiant sur trois utilise l'IA générative telle que ChatGPT.

À long terme, l'utilisation active de l'IA pourrait mettre des gens au chômage ou réduire considérablement leur salaire. Elon Musk et Steve Wozniak, cofondateur d'Apple, ont exprimé des préoccupations lorsqu'ils ont signé une lettre ouverte en mars 2023 appelant à l'arrêt du développement des réseaux neuronaux : *«Devrions-nous développer des esprits non humains qui pourraient éventuellement être plus nombreux que nous, plus intelligents, nous rendre superflus et nous remplacer ? Devons-nous risquer de perdre le contrôle de notre civilisation ?»,* se sont-ils demandés. RT 17 sept. 2024

J-C – Et dire que naïvement jusqu'à présent je croyais que Dieu s'en chargeait, mais apparemment il n'en a pas le pouvoir, aucun en fait parce qu'il n'existe que dans l'imagination des hommes encore arriérés.

Et puis, voilà qui ne va pas nous réconcilier avec les croyants, des « *esprits non humains* » ne peuvent pas davantage exister, puisque l'esprit est inconcevable sans son créateur bien matériel, le cerveau humain, dès que vous le déconnectez, il ne produit plus rien.

On a affaire à de furieux mégalomanes.

Leur intention de « *contrôler* » notre civilisation est plutôt malsaine, car elle signifie aussi que les hommes ne sont pas encore parvenus à un niveau de conscience suffisant pour éviter de se poser ce genre de question qui présente un fort relent de totalitarisme.

La présentation de l'IA. par les gens censés partager notre cause est erronée ou relève de l'idéologie. La preuve.

J-C – L'introduction des machines dans les usines ou dans les champs a rendu le travail manuel plus supportable ou elles ont permis de supprimer les tâches les plus ingrates et douloureuse en termes de fatigue. Il y en a qui le regrette parmi des gens qui se croient progressistes, on n'arrête plus le progrès...en arrière !

Les machines ont contribué à la fois à supprimer des emplois et à en créer d'autres en plus grand nombre. Elles ont permis d'accroître la productivité ou le taux d'exploitation dans certains secteurs économiques, ce qui s'est traduit par la suppression des emplois devenus inutiles, tandis que d'autres ont augmenté leurs effectifs en créant des emplois à fort taux de plus-value contrairement aux machines hier (à l'IA. de nos jours) qui n'en crée, pas mais en détruit. Il fallait bien compenser d'une certaine manière, d'ailleurs cela s'est imposé aux capitalistes en même temps que de nouveaux besoins étaient créés par voie de conséquence, et donc de nouveaux emplois.

Il y en a qui n'ont pas encore compris que l'IA. devait aussi servir à liquider des emplois qui dégagent pas ou peu de plus-value.

L'IA. dévoreuse d'emplois est du même ordre que le fantasme d'autrefois prédisant la suppression de la classe ouvrière. Et puis, il ne faut pas oublier que si le secteur primaire de l'économie a fortement chuté en occident, il s'est considérablement développé en orient et ailleurs dans le monde. Il n'y a que des esprits étroits ou bornés pour l'ignorer.

Cela dit, il est évidemment normal que chacun lutte pour préserver son emploi quand il est menacé, ne mélangeons pas tout, merci.

Quelques données.

- Les données d'Upwork, une plate-forme de travail indépendant, montrent que les revenus pour des tâches d'écriture simples telles que l'édition de copie ont chuté de 5 % entre le lancement de Chat GPT en novembre 2022 et avril 2023, par rapport aux rôles moins affectés par l'IA. Dans l'année qui a suivi Dall-E 2, un modèle de création d'images, a été lancé en avril 2022, les salaires pour des emplois comme le graphisme ont chuté de 7 à 14 %.

L'IA pour stimuler la productivité des entreprises. Infosys a déployé des auxiliaires d'IA pour l'ensemble des 330 000 employés. Il dit que cela a déjà conduit à une réduction de 10 à 30 % du temps nécessaire pour construire de nouvelles applications.

L'espoir est que l'efficacité accrue stimulera considérablement la demande de ces services. Une autre source de nouvelle demande – et la deuxième grande opportunité des entreprises informatiques – concerne toutes les nouvelles tâches liées au déploiement d'IA par les clients dans leurs organisations. Les cabinets d'information se sont préparés à cette fin. Un document de l'année dernière par Alexander Copestake du FMI et de ses collègues a identifié une « croissance presque exponentielle » dans la demande de compétences liées à l'IA dans le secteur des services en Inde depuis 2016.

<https://www.economist.com/business/2024/05/09/will-chatbots-eat-indias-it-industry>

- Des millions d'employés qui travaillent auront besoin d'être recyclés et de renforcer leurs compétences, ce qui pourrait à son tour créer de nouvelles possibilités d'emploi, estiment les experts.

La semaine dernière, la société de paiement numérique Paytm 1 000 employés de ses équipes d'exploitation, de vente et d'ingénierie, en raison de ce qu'il a dit, c'était de l'«*automatisation alimentée par l'IA*» visant à réduire les coûts des employés de 10 à 15 %. À l'échelle mondiale, géant de la technologie Google Il serait engagé une «*restructuration*» de son équipe de vente de 30 000 personnes, car son gestionnaire de la campagne d'IA élimine la nécessité d'une surveillance humaine.

Les experts estiment qu'il s'agit de signes précoces de déplacement d'emplois en 2024, ce qui affecte les rôles qui devraient devenir redondants en raison de l'adoption croissante de l'IA. Selon les tendances du marché, plus de 16 millions d'employés en Inde devront être recyclés et à mettre à niveau les compétences en raison de l'influence de l'IA d'ici 2027, a déclaré la société de services RH TeamLease Digital.

Certes, certains experts ont déclaré que la requalification créerait également des millions de nouvelles opportunités dans des secteurs tels que l'industrie manufacturière et le commerce de détail au cours des prochaines années.

<https://economictimes.indiatimes.com/tech/technology/india-job-scene-sees-early-signs-of-disruption-from-ai/articleshow/106422589.cms>

Situation sociale en France et ses colonies.

La seule réponse : La répression !

Martinique : un couvre-feu partiel décrété après de nouvelles violences - lepoint.fr 19 septembre 2024

Un couvre-feu a été décrété dès mercredi soir dans certains quartiers de Fort-de-France et de la commune limitrophe du Lamentin, après une nouvelle nuit de violences urbaines dans un contexte de mobilisation contre la vie chère en Martinique.

Depuis plusieurs nuits, des violences urbaines secouent certains quartiers de Fort-de-France, chef-lieu de cette île des Antilles françaises peuplée d'environ 350 000 habitants. Dans la nuit de mardi à mercredi, un McDonald's du quartier Dillon a été incendié.

Dans ce même quartier, un hypermarché Carrefour a été « envahi par une cinquantaine d'individus qui ont monté une barricade sur le parking et ont tenté de l'incendier », ont indiqué à l'AFP les autorités.

« J'ai demandé aux forces de sécurité intérieure de saturer les axes routiers et les ronds-points de leur présence et de procéder à un maximum d'interpellations », a déclaré le préfet lors d'une conférence de presse, ajoutant que des renforts « significatifs » étaient arrivés et que d'autres arriveraient « dans les prochains jours ». Un escadron de gendarmes, soit une centaine de militaires, a été envoyé en renfort.

Ces tensions s'inscrivent dans un contexte de mouvement de contestation contre la vie chère démarré début septembre. En Martinique, d'après une étude de l'Insee en 2022, les prix alimentaires étaient 40 % plus élevés que dans l'Hexagone. lepoint.fr 19 septembre 2024

Situation politique en France.

Ambiance délétère au sommet de l'Etat.

J-C – Je cite à quoi doit faire face Barnier : porte-flingues, vitriol, seau de bananes, pitbulls, etc. cela nous fait sourire évidemment, et il s'expose à « *des emmerdes* » dont il n'a pas idée s'il négligeait « *les attalistes* », ce qui ne risque pas d'arriver.

Ils en sont même à évoquer sa démission, c'est pour dire à quel point ils y croient, mais ils se retrouveraient encore plus dans la merde, à moins que le tyran Macron finisse par s'y résoudre.

Et puis Barnier est faible, c'est une potiche.

Certains affirment que "*le bras de fer ne fait que commencer* " entre Barnier et Macron. Vraiment ?

HuffPost - Le Premier ministre n'a pas de programme sur lequel appuyer sa légitimité et rassurer ses partenaires, faute de majorité stable et choisie par les électeurs. Ce que lui reproche désormais le camp présidentiel

Pire, dans sa position précaire, Michel Barnier doit forcément composer avec les priorités et lignes rouges dressées par les partis qui aspirent à entrer au gouvernement - et à ne pas le censurer. Le HuffPost 19 septembre 2024

Gouvernement: la réunion entre Michel Barnier et les députés macronistes "reportée" - BFMTV 18 septembre 2024

C'est maintenant au tour de Gabriel Attal et de Gérard Darmanin de faire grimper les enchères, jusqu'à l'absurde, en menaçant de ne pas soutenir un Premier ministre pourtant nommé par celui-là même qui les a faits : Emmanuel Macron.

« Charge au vitriol » de Gérard Darmanin.

Ce mardi, le Premier ministre était resté interdit en découvrant que Gérard Darmanin, reçu en tête-à-tête ce week-end à Matignon, avait divulgué une partie de leur échange en évoquant le projet, supposé, d'augmenter les impôts et en ajoutant qu'il n'était pas certain de soutenir un gouvernement qui porterait cette ligne. De quoi mettre le feu à la plaine et dissuader les macronistes de monter à bord du navire Barnier, la stabilité fiscale faisant partie de leurs fondamentaux.

« Ce n'est pas une peau de banane que balance Gérard (Darmanin), c'est carrément un seau de bananes ! » s'étrangle un député du groupe.

Le Premier ministre ferait bien de s'équiper prestement en experts ès ripostes et porte-flingues pour répondre pied à pied. Un de ses proches presse : « *Il lui faut des pitbulls !* »

Un autre proche du Premier ministre assure en outre que de beaux ministères ont été proposés aux macronistes, qui ne seraient donc pas sous-représentés dans le futur gouvernement, mais « *pas forcément à des attalistes* »...

Le Premier ministre sortant menace de ne pas soutenir le gouvernement et a exigé d'être reçu en grande pompe, ce mercredi matin. Refus aussi sec de Matignon, qui a reporté l'entretien sine die en faisant valoir qu'il n'était pas correct, vis-à-vis des autres partis et groupes reçus ces jours derniers que Gabriel Attal se présente à la tête d'une délégation de huit personnes, quand tous étaient trois au maximum. lepoint.fr 18 septembre 2024

"Le début des emmerdes" et ce n'est qu'un début, comptez sur nous !

Wauquiez, Retailleau, Dati: la liste de ministres présentée par Barnier à Macron - BFMTV 19 septembre 2024

13 jours après avoir été nommé Premier ministre, Michel Barnier n'a toujours pas composé son gouvernement. Lors d'un échange avec Emmanuel Macron à l'Élysée ce mardi 17 septembre, il a cependant remis au chef de l'État une première liste d'éventuels ministres, a appris BFMTV.

Démenti quelques paragraphes plus loin.

L'entourage de Michel Barnier indique à BFMTV que les informations qui circulent autour de cette liste sont pour l'heure "inexactes", "notamment sur les noms évoqués ainsi que l'équilibre des sensibilités". "Cela ne représente en rien le projet de gouvernement souhaité par le Premier ministre", soutiennent-ils. BFMTV 19 septembre 2024

Suite du psychodrame.

Or, dans un échange a priori tendu, Emmanuel Macron a refusé la liste, jugeant qu'il ne s'agissait pas d'un gouvernement d'unité nationale et de rassemblement.

"Emmanuel Macron dit qu'il va couper avec Matignon. Il est sorti par la porte mais il revient par la fenêtre. Il fait monter Gabriel Attal et Gérard Darmanin pour pourrir Michel Barnier. Ils ne tiennent pas leurs engagements pris il y a dix jours à peine", s'insurge cette même source LR.

"Le premier qui y perdrait est Emmanuel Macron... On passerait d'une solution fragile à plus de solution du tout", ajoute-t-elle encore.

"S'il démissionne, ce serait le début des emmerdes", abonde un cadre du bloc central à BFMTV. De son côté, l'entourage d'Emmanuel Macron dément formellement la rumeur selon laquelle Michel Barnier a remis sa démission. BFMTV 19 septembre 2024

Ils osent tout, beaucoup trop et cela les perdra.

Michel Barnier personnalité politique préférée des Français selon un sondage - LePoint.fr 17septembre 2024

À peine nommé, Michel Barnier sacré personnalité politique préférée des Français dans un sondage - BFMTV17 septembre 2024

Le Premier ministre récolte 57% d'opinions favorables d'après un sondage Ifop-Fiducial pour Paris Match et Sud radio. BFMTV17 septembre 2024

Plus sérieusement. La stratégie du nouvel ordre mondial oligarchique doit être impérativement respectée, et doit exclure toute concession, à voir.

Gouvernement de Michel Barnier : Attal et les macronistes prêts à lâcher le Premier ministre - Le HuffPost 18 septembre 2024

L'ex-Premier ministre, affirmant toutefois que « *nous ne serons jamais une force de blocage, mais toujours une force de solutions* ».

J-C - La " *justice fiscale* " selon ces représentants de la réaction ne peut consister qu'à mettre à contribution toutes les classes, sauf la classe dominante, normal.

Le HuffPost - Un interlocuteur récent de Michel Barnier affirme avoir entendu le Premier ministre évoquer des hausses d'impôts « sur les hauts revenus ». « *La seule chose dite par le Premier ministre est qu'il ne s'interdirait pas d'aller dans le sens d'une plus grande justice fiscale* », a minimisé l'entourage de Michel Barnier mardi, dénonçant des « *on-dit* » et des « *spéculations* ».

Mais ces rumeurs font frémir les macronistes, particulièrement opposés à toute hausse d'impôts, qui irait à l'encontre de la ligne défendue depuis sept ans par Emmanuel Macron. Les Républicains, dont fait partie Michel Barnier, y sont aussi hostiles.

Par ailleurs dans une interview au Parisien, le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau appelle à « *lever le tabou sur les hausses d'impôts, sans toucher si possible les classes moyennes ni les PME* » pour réduire la dette, même si « *l'essentiel de cet effort doit être fait sur les dépenses* » (Entendez les budgets sociaux. - J-C)

Le gouverneur de la Banque de France a aussi suggéré « *un effort exceptionnel et raisonnable sur certaines grandes entreprises et gros contribuables* » afin de réduire les déficits, « tant qu'on n'est pas revenu sous 3 % » de déficit public. « *La France n'a plus les moyens* » des baisses d'impôts « *non financées* » mises en place après l'arrivée à l'Élysée d'Emmanuel Macron, a-t-il enfin pointé. Le HuffPost 18 septembre 2024

J-C - Qui va régler la généreuse note du "*quoi qu'il en coûte*", ils viennent de vous donner la réponse sans surprise.

En famille, l'union des extrêmes ou les masques tombent.

Faites-le savoir.

Darmanin refuse de rejoindre ou de « *soutenir* » un gouvernement qui augmenterait les impôts - LePoint.fr 18 septembre 2024

Sur la question fiscale, le chef de l'État et Bruno Le Maire ont mis un point d'honneur à stabiliser ou baisser les impôts depuis sept ans, même pour les plus aisés, au nom de la politique de l'offre et de la théorie du ruissellement. « *Il ne faut absolument pas casser cette machine économique* », a encore fait valoir Gérald Darmanin, ce mercredi, sur France 2. Le HuffPost 19 septembre 2024

"*Un problème, une taxe*": Jordan Bardella pointe le risque pour Michel Barnier de "*se retrouver sans gouvernement*" - BFMTV 18 septembre 2024

Le Rassemblement national refuse de soutenir la hausse de la fiscalité sur les plus aisés, évoquée par Michel Barnier devant plusieurs interlocuteurs.

Michel Barnier doit forcément composer avec les priorités et lignes rouges dressées par les partis qui aspirent à entrer au gouvernement - et à ne pas le censurer. Sur le débat fiscal, la hausse des impôts est refusée du côté de Renaissance, des Républicains et du Rassemblement national. BFMTV 18 septembre 2024

« L'objectif est désormais de rassurer les entrepreneurs, les marchés et le patronat ».

Le RN revient (discrètement) sur plusieurs mesures économiques et sociales - Le HuffPost 18 septembre 2024

Après l'opération dédramatisation, enclenchée avec un certain succès, le Rassemblement national (RN) passe à la phase crédibilisation. L'objectif est désormais de rassurer les entrepreneurs, les marchés et le patronat, effrayés pour certains par un programme économique qu'ils jugent trop favorable aux salariés. Dans la continuité des déclarations pro business de Jordan Bardella, le RN a présenté le 14 septembre son livret économique.

Et ce qui saute aux yeux, c'est le retrait de plusieurs mesures étiquetées « sociales ». À commencer par la réforme de l'assurance-chômage, que la CGT qualifiait de « *plus violente réforme de tous les temps* » en ce qu'elle prévoit un nouveau tour de vis et un contrôle accru des chômeurs. Le RN ne propose plus de l'abroger. Pendant la campagne des législatives, Jordan Bardella assurait encore qu'en cas de victoire, il reviendrait sur cette réforme « *injuste* ». C'était il y a seulement trois mois. Et ce n'est plus cas.

Le même sort a été réservé à la proposition de baisse de la TVA sur les produits énergétiques (gaz, électricité, fioul, carburants...). Le RN en avait fait une mesure phare ; il s'agissait de rendre du pouvoir d'achat aux ménages les plus modestes, au prix d'une importante baisse des recettes pour l'État. Vu l'augmentation exponentielle de certaines factures d'énergie depuis deux ans, la proposition avait de quoi plaire.

Et pourtant, elle n'apparaît pas dans les 35 pages présentées le week-end dernier. Un cadre du RN justifie dans l'Opinion : « *On ne voulait pas que ça étouffe le livret* ». Idem sur l'emploi des seniors : la formation d'extrême droite entendait faire des plus de 55 ans des « *travailleurs protégés* ». Plus maintenant. Seule demeure l'abrogation de la réforme des retraites, que le RN a prévu d'inscrire dans sa niche parlementaire. Ou plutôt : « *réformer les retraites dans une logique de performance économique et de justice sociale* ».

En revanche, toute une série de mesures favorables au patronat sont maintenues en bonne place : baisse des impôts de production sur les entreprises, via la suppression de leur contribution foncière (CFE), exonérations de cotisations pour les boîtes qui augmenteraient les salaires de 10 %, création d'un fonds souverain... « *J'entends faire connaître la réalité de notre programme et mettre fin à cette incompréhension infondée qui se base sur des caricatures de notre programme économique, qui est raisonnable* », avait déclaré Bardella au mois de décembre lors du salon des PME à Paris.

Force est de constater que les revirements sur le plan économique et social, annoncés le week-end dernier, ont été peu mis en avant. Lors de leurs passages télé ou radio, les cadres du RN n'ont pas spécialement été questionnés sur le livret. Ce n'est pourtant pas un petit sujet. Les proches de Marine Le Pen ont fait une rentrée discrète. Ils savent qu'ils n'ont pas besoin d'être très présents sur la scène politico-médiatique, préférant rester deux pas en arrière, à l'abri des polémiques. Le HuffPost 18 septembre 2024

Dans la rubrique collaboration de classes.

Le PS n'a jamais cessé de légitimer Macron, quoi qu'il dise par ailleurs.

J-C - A les entendre la procédure de destitution de Macron lancée par LFI conduirait à une « *relégitimation* » du président de la République, mais au-delà des apparences, ce n'est pas ce qui préoccupait le PS pour avoir déclaré : « *il est fautif mais n'a pas commis de faute grave* », ce qui signifiait que sa légitimité était intacte ou que le PS n'avait jamais eu l'intention de la remettre en cause, on s'en doutait un peu !

Cela dit, on s'en contrefout de cette procédure, c'est du populiste pur jus qui consiste à légitimer la Constitution de la Ve République. Au lieu d'en appeler à cette Constitution antidémocratique, ils feraient mieux de se tourner résolument vers les masses et les organiser afin de pouvoir l'abolir...

Destitution de Macron : « *Il est fautif mais n'a pas commis de faute grave* »... A quoi joue le PS ? - 20minutes.fr 17 septembre 2024

Les députés socialistes ont validé ce mardi la procédure de destitution d'Emmanuel Macron, portée par La France insoumise. Mais ils ne devraient pas la voter si elle va jusqu'à l'Assemblée...

Ce débat ne mène à pas grand-chose... puisque le texte a très peu voire aucune chance d'être adopté. « *Cette procédure qui requiert deux tiers des votes dans les deux assemblées n'aboutira pas, chacun le sait* », a même écrit Olivier Faure sur X en évoquant, à l'arrivée, une « *relégitimation* » du président de la République « *qu'il ne mérite pas.* » 20minutes.fr 17 septembre 2024

En famille. Qui douterait de leurs bonnes intentions envers Macron ?

Gouvernement Barnier : « *Les communistes ne sont pas dans une logique de censure a priori* », précise Cécile Cukierman - Publicsenat.fr 17 septembre 2024

Cécile Cukierman à Public Sénat. L'élue fait état de nombreux « *diagnostics partagés* » avec Michel Barnier.

Santé.

Le pendant le plus cynique de l'obsolescence programmé. Les trusts pharmaceutiques sont bien des gangs mafieux à éradiquer.

Santé : huit médicaments périmés sur dix gardent 90% d'efficacité, selon une étude - franceinfo 19/09/2024

Huit médicaments périmés sur dix gardent 90% d'efficacité, selon une étude de l'UFC-Que Choisir, publiée jeudi 19 septembre, que franceinfo a pu consulter. Elle annonce saisir l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) pour lui demander de mettre en œuvre un ensemble de mesures pour limiter le gaspillage de médicaments. L'Agence affirme à franceinfo

qu'elle a déjà entamé des discussions avec les industriels pour prolonger la durée de vie officielle de leurs médicaments.

L'UFC-Que Choisir a, par exemple, testé des comprimés de Dafalgan (paracétamol) périmés depuis six ans, restés dans la poche d'un sac de randonnée, qui ont supporté la canicule, un gros orage, de nombreuses averses, des températures autour de 4 ou 5°C, puis des années dans une cave humide. Plus de six ans après leur date limite, ils avaient encore 95% de paracétamol. De même, des comprimés d'Efferalgan (paracétamol) périmés depuis près de 32 ans, conservés dans le placard d'une centenaire, contenaient encore 100% de substance active.

L'association s'interroge *"sur le fait que l'ANSM retienne une vision beaucoup plus restrictive que les autorités américaines pour déterminer si un médicament conserve ou non ses vertus thérapeutiques"*. Une autre question soulevée par l'étude est celle de l'autonomie des laboratoires pharmaceutiques qui peuvent fixer eux-mêmes les dates limites de leurs médicaments. *"Rien ne les oblige à étendre cette date, quand bien même ils sauraient pertinemment garantir l'efficacité des médicaments au-delà"*, relève l'UFC-Que Choisir qui se demande si, du point de vue des ces entreprises, *"les critères économiques prennent le pas sur les critères scientifiques"*.

J-C – Quelle question conne ou incongrue !

Tiers-mondisation de la santé en France, une triste réalité.

Hôpital : deux services d'urgence sur trois ont fermé au moins une ligne médicale cet été, selon Samu-Urgences de France

Deux services d'urgence sur trois ont fermé au moins une ligne médicale durant les mois de juillet et août 2024, selon une enquête du syndicat Samu-Urgences de France publiée mardi 17 septembre, auxquels près de la moitié des services d'urgence et des structures mobiles d'urgence et de réanimation (Smur). Une ligne médicale équivaut à une équipe de soins.

Cette enquête a été réalisée directement auprès des services d'urgence, des Samu et des Smur pour la période du 1er juillet au 31 août. 51% des Smur et 48% des Services des urgences (SU) ont répondu au syndicat. Selon l'enquête, 202 services d'urgences, parmi les 331 consultés, ont fermé une ligne médicale au moins une fois durant l'été (61% des répondants). Parmi ces fermetures, deux sur cinq (41%) l'ont été de manière continue et ont été fréquentes pour plus du tiers (37%).

En 2023, 163 services d'urgence avaient dû fermer au moins une ligne médicale durant l'été, soit près d'un service sur deux. Samu-Urgences de France alerte aussi sur la situation des Smur, les véhicules d'urgence et de réanimation avec à bord un médecin, un infirmier et un ambulancier. Près de 80% d'entre eux (174), n'ont pas pu fonctionner en continu durant l'été. 127 ont dû fermer au moins une fois et 48 ont connu des fermetures fréquentes ou continues. En 2023, 166 Smur n'avaient pas pu fonctionner en continu, soit 70% des services consultés.

Dans les hôpitaux, 23% des établissements ayant répondu à l'enquête ont fermé des lits de réanimation de manière durable cet été, en plus des fermetures estivales habituelles. Cela représente au total près de 270 lits de réanimation fermés dans 56 établissements. Un quart des répondants constate une augmentation des difficultés en 2024 sur les lits de soins critiques par rapport à 2023.

Concernant les lits installés en médecine, chirurgie ou obstétrique, les deux tiers (65%) ont fermé des lits de manière durable cet été, en plus des fermetures estivales habituelles programmées. Ce sont ainsi plus de 1 500 lits supplémentaires qui ont été fermés dans les établissements participant à cette enquête, alors même que l'activité ne connaît pas de baisse durant l'été, précise le syndicat, le besoin de lits d'hospitalisation restant stable.

Samu-Urgences de France souligne encore que la tension sur l'aval des urgences a été plus importante cet été 2024 par rapport aux années précédentes, entraînant une augmentation du nombre de patients attendant sur un brancard dans les services d'urgence. Le syndicat dénonce une *"maltraitance institutionnelle"* qui consiste à *"obliger des patients de plus en plus nombreux à devoir attendre plusieurs heures voire plusieurs jours sur un brancard dans un couloir des urgences, faute de lit disponible pour les hospitaliser"*.

"La sécurité sanitaire n'est parfois plus assurée, y compris pour l'urgence vitale", alerte Samu-Urgences de France qui présente dans le rapport ses priorités pour *"améliorer la prise en charge des patients et maintenir les équipes urgentistes hospitalières"*

Palestine occupée.

Le 10 septembre, les colons israéliens sont devenus des migrants illégaux par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 17 septembre 2024

Extraits.

Nous sommes habitués à voir Israël se livrer à des exactions sous le prétexte de sa sécurité et les Anglo-Saxons à le défendre au conseil de sécurité. De sorte que nous assistons à des crimes sans aucune conséquence judiciaire. Cette situation est désormais terminée. La Cour internationale de justice a balayé le raisonnement de Tel-Aviv et l'État de Palestine est devenu un membre de plein droit des Nations unies. Il ne sera donc plus possible de détourner le regard sur la situation des Palestiniens et ceux-ci disposeront de la capacité de poursuivre leurs bourreaux.

En effet, l'Assemblée générale des Nations unies a mis en application, à l'occasion de l'ouverture de sa soixante dix-neuvième session, sa résolution ES-10/23 du 10 mai dernier [1]. L'État de Palestine est devenu membre de plein droit de l'Organisation des Nations unies (ONU). Nul ne peut donc plus s'opposer à ce qu'il exerce ses droits d'État souverain.

Si la Palestine est un État souverain, l'interprétation de l'Accord intérimaire sur la Cisjordanie et la bande de Gaza (dit « *accord d'Oslo II* ») s'en trouve modifiée. L'Autorité palestinienne n'est plus une administration provisoire le temps d'une transition, mais un gouvernement au plein sens du terme. Les Territoires palestiniens ne sont plus des « *zones contestées* », mais constituent le territoire internationalement reconnu d'un État souverain.

Chacun d'entre nous doit en avoir conscience : les règles ont changé. L'occupation de l'État de Palestine par Israël est illicite. Or, cet État est, depuis le 10 septembre, internationalement reconnu, même si plusieurs membres permanents du conseil de sécurité ne l'ont pas fait à titre personnel. Il dispose désormais de moyens juridiques dont il était dépourvu jusqu'ici. Le parapluie anglo-saxon derrière lequel Tel-Aviv s'abritait n'existe plus en droit. Nous entrons dans une nouvelle période où Washington et Londres devront utiliser la force pour maintenir ce système d'oppression.

Cette révolution juridique marque la victoire de la stratégie du président Mahmoud Abbas (89 ans). Paradoxalement, ce n'est qu'à l'issue de sa vie qu'elle intervient, à un moment où son gouvernement est discrédité en raison de sa collaboration avec Israël et de sa corruption.

<https://www.voltairenet.org/article221244.html>

J-C - Des bantoustans morcelés et invivables consacrés Etat indépendant, il fallait oser. Pire s'en féliciter, c'est fait. On comprend mieux pourquoi monsieur Meyssan peut vivre en France sans craindre pour sa vie ou sa sécurité...

Il n'en demeure pas moins, que les territoires de la Palestine concédés aux Palestiniens ne peuvent pas constituer un Etat viable économiquement, que ceux qui leur ont été confisqués depuis la création d'Israël en 1948 jusqu'en 1967 ne leur sont pas restitués, et la partition de la Palestine n'est pas remise en cause, autrement dit, du point de vue des intérêts fondamentaux des Palestiniens, absolument rien n'est réglé, sans parler du droit légitime au retour de centaines de milliers ou davantage de Palestiniens qui ont été expulsés de leurs terres qui est ignoré.

En faire de "*victoire de la stratégie du président Mahmoud Abbas*", cela consacre plutôt sa capitulation ou sa complicité avec les sionistes et les anglo-saxons.

Et puis, tout le monde se fout aujourd'hui éperdument des décisions adoptées par la Cour internationale de justice de l'ONU, quand elles s'opposent à la stratégie des tenants du nouvel ordre mondial totalitaire, à commencer par les Etats-Unis et Israël, leurs vassaux européens et un peu partout dans le monde.

Guerre Israël-Hamas : L'ONU réclame la fin de l'occupation des Territoires palestiniens d'ici douze mois - 20 Minutes/AFP 18 septembre 2024

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution exigeant la fin de l'occupation israélienne des Territoires palestiniens dans un délai de douze mois, un texte non contraignant qui a provoqué une vive réaction d'Israël. La résolution a été adoptée par 124 voix pour, 14 contre, parmi lesquelles Israël, les Etats-Unis, la Hongrie, la République tchèque, l'Argentine, et 43 abstentions.

Le texte est une réponse à l'avis rendu par la Cour internationale de justice (CIJ) en juillet, qui avait estimé que la présence continue d'Israël dans les Territoires palestiniens occupés depuis 1967 est « *illicite* » et qu'Israël doit y mettre fin « *dans les plus brefs délais* ».

Ce délai de douze mois est une modification par rapport à une première version du texte qui prévoyait une période de six mois. La résolution appelle également à un retrait des forces israéliennes, à la fin des nouvelles colonies, à la restitution des terres et des biens saisis, et au droit de retour pour les Palestiniens déplacés.

Liban.

J-C – Dernières infos.

RT 18 septembre 2024 - Selon une source de sécurité libanaise, citée par Reuters, le Mossad aurait «piraté» 5 000 bipeurs importés par le Hezbollah quelques mois avant les explosions survenues le 17 septembre. Même son de cloche du côté de la presse française, où une source proche du Hezbollah a déclaré à une agence que les bipeurs impliqués dans l'incident faisaient partie d'une cargaison récemment importée de 1 000 appareils, qui auraient été «piratés à la source».

Une source sécuritaire libanaise interrogée par Reuters estime que le bipeur a été modifié «au moment même de sa production». «Le Mossad aurait intégré des explosifs directement dans le circuit interne de l'appareil, rendant leur détection très difficile, même par le biais de scanners», a-t-elle fait savoir auprès de l'agence de presse. Une autre source de sécurité a précisé à Reuters que trois grammes d'explosif étaient dissimulés dans les bipeurs, une substance qui est restée «non détectée» par le Hezbollah pendant plusieurs mois.

Sky News Arabia a pour sa part cité plusieurs sources affirmant que les renseignements israéliens auraient placé «une quantité de PETN [Pentaerythritol Tetranitrate], un matériau hautement explosif, sur les batteries des appareils, les faisant exploser en augmentant la température des batteries à distance».

Une surchauffe qui aurait poussé des membres du Hezbollah à se séparer à temps de leurs bipeurs, comme l'a rapporté le Wall Street Journal (WSJ), qui met également en avant la piste de l'interception d'une cargaison de bipeurs. RT 18 sept. 2024

Sur les talkies-walkies qui ont explosé.

- « Le IC-V82 est une radio portable qui a été produite et exportée, y compris au Moyen-Orient, de 2004 à octobre 2014. Elle a été abandonnée il y a environ 10 ans, et depuis lors, elle n'a pas été expédiée par notre société », a déclaré dans un communiqué Icom,

« La production des piles nécessaires au fonctionnement de l'unité principale a également été interrompue, et le sceau holographique permettant de distinguer les produits contrefaits n'a pas été identifié, de sorte qu'il n'est pas possible de confirmer si le produit a été expédié par notre société », a déclaré l'entreprise.

« Toutes nos radios sont fabriquées dans notre filiale de production, Wakayama Icom Inc. dans la préfecture de Wakayama, dans le cadre d'un système de gestion strict... de sorte qu'aucune pièce autre que celles spécifiées par notre société n'est utilisée dans un produit. En outre, toutes nos radios sont fabriquées dans la même usine, et nous ne les fabriquons pas à l'étranger », a précisé Icom.

Explosion de bipeurs du Hezbollah : au moins neuf morts et près de 2 800 blessés au Liban - RT 17 sept. 2024

Une dizaine de personnes ont été tuées et des milliers d'autres blessées, ce 17 septembre, lors de l'explosion simultanée de leurs bipeurs, des boîtiers réputés pour être plus difficiles à tracer et à

surveiller que les téléphones portables. Le gouvernement libanais et le Hezbollah accusent Israël d'être derrière cette «*agression criminelle*». (+ de 20 morts au dernier décompte. – J-C)

Des responsables américains et de plusieurs autres nationalités affirment au New York Times qu'Israël est parvenu à cacher des petits explosifs dans des bipeurs achetés par le Hezbollah à Taïwan et les a déclenchés à distance mardi 17 septembre.

Les petits appareils, du fabricant Gold Apollo à Taïwan, ont été interceptés par les services israéliens avant leur arrivée au Liban, selon ces responsables dont les nationalités ne sont pas détaillées. Quelques dizaines de grammes de matériel explosif ont été insérés à côté de la batterie avec un déclencheur, précise le quotidien.

Réagissant à ces informations, l'entreprise taïwanaise Gold Apollo a démenti mercredi avoir fabriqué les bipeurs. «*Ce ne sont pas nos produits (...) Ce ne sont pas nos produits du début à la fin*», a affirmé le directeur de l'entreprise, Hsu Chin-kuang, à des journalistes à Taipei. Gold Apollo a assuré que les bipeurs portant sa marque ont été produits et vendus par son partenaire hongrois BAC. «*En vertu d'un accord de coopération, nous autorisons BAC à utiliser notre marque pour la vente de produits dans certaines régions, mais la conception et la fabrication des produits sont de l'unique responsabilité de BAC*», a indiqué l'entreprise dans un communiqué Gold Apollo, démentant les informations du New York Times selon lesquelles le groupe taïwanais avait lui-même fabriqué les bipeurs.

À 15h30 mardi au Liban, un message apparaissant comme venant de la direction du Hezbollah a fait biper l'appareil pendant plusieurs secondes avant de déclencher l'explosif, selon le quotidien américain, citant toujours plusieurs sources anonymes. Plus de 3 000 exemplaires, essentiellement du modèle AP924, ont été commandés par le Hezbollah à l'entreprise Gold Apollo de Taïwan, affirment ces sources. Les informations du quotidien américain vont dans le sens de la théorie, avancée mardi par plusieurs experts, selon laquelle les services israéliens seraient parvenus à infiltrer la chaîne logistique du Hezbollah pour planifier cette attaque.

Une source proche du mouvement avait indiqué plus tôt à l'AFP que «*les bipeurs qui ont explosé concernent une cargaison de 1 000 appareils récemment importée par le Hezbollah*», qui semblaient selon lui avoir été «*piratés à la source*».

«*Huit personnes ont été tuées et près de 2 750 autres blessées*», dont 200 sont dans un état grave, avait annoncé plus tôt le ministre libanais de la Santé Firas Abiad lors d'une conférence de presse. La plupart des victimes ont été blessées «*au visage, à la main, au ventre et même aux yeux*», avait précisé le ministre.

Les explosions «*simultanées*» de ces boîtiers, permettant de recevoir des messages simples et fonctionnant via des ondes radio, ont été rapportées en milieu d'après-midi, au même moment qu'un important afflux de blessés dans les hôpitaux de Beyrouth, Nabatieh, Saïda et Tyr.

La première victime de cette explosion en série a été une fillette de dix ans, tuée par l'explosion du bipeur de son père, a déclaré à une agence de presse française la famille de la jeune défunte ainsi qu'une source proche du Hezbollah. Toujours selon une source proche du mouvement chiite de cette agence de presse, les fils de deux de ses députés, Ali Ammar et Hassan Fadlallah, figureraient parmi les morts.

Suite à ces explosions, le ministère libanais de la Santé a appelé les citoyens à se débarrasser de leurs bipeurs et à faire preuve de la plus grande vigilance. RT 17 septembre et RFI 18 septembre 2024

Liban: le gouvernement hongrois dément toute responsabilité dans la fabrication des bipeurs - BFMTV/AFP 18 septembre 2024

Selon le gouvernement hongrois, BAC est "*un intermédiaire commercial, sans site de production ou opérationnel en Hongrie*", selon le porte-parole du gouvernement Zoltan Kovacs sur son compte X.

" *Ce ne sont pas nos produits (...). Ce ne sont pas nos produits du début à la fin. Le produit n'était pas le nôtre. C'est seulement qu'il portait notre marque*", a affirmé le directeur de l'entreprise Hsu Ching-Kuang à des journalistes à Taipei. BFMTV/AFP 18 septembre 2024

Liban : Après les bipers, des explosions de talkies-walkies du Hezbollah - 20 Minutes/AFP 18 septembre 2024

Le ministère de la Santé a de son côté fait état de « *plus de cent blessés dans une nouvelle vague d'explosion de talkie-walkies* ».

Assassinats high-tech : Israël, toujours un coup d'avance - LePoint.fr 18 septembre 2024

Compte tenu du mode opératoire, le premier exemple qui vient en tête est celui de Yahia Ayache, assassiné à Gaza par le Shin Beth en 1996. En glissant 50 grammes d'explosifs dans son téléphone, les agents israéliens réussissent à éliminer ce haut gradé des brigades Izz al-Din al-Qassam, l'aile militaire du Hamas. Expert en explosifs, surnommé « *l'ingénieur* », il est à l'origine de la mort d'au moins 90 Israéliens et aura été éliminé avec ses propres armes : tout un symbole.